

SOMMAIRE

Page 1

L'aspirateur de Paris...
La politique des clubs.

Page 2

Le trio de l'économie circulaire.
L'équipe de Bertrand Bellanger.

Page 3

Le budget du Département de l'Orne.
Le campus de Goustranville.

Page 4

ORT : la revitalisation des territoires.
Les brèves.

La politique des Clubs.

Répondant à la demande d'Hervé Morin, Catherine Gourney-Leconte, maire de Campagnolles et conseillère régionale de la majorité, vient de lancer dans le Virois (14), une section locale du "Club Normandie Conquérante".

- L'objectif est de rassembler les hommes et les femmes de bonne volonté qui veulent promouvoir leur région, un peu comme le font les Bretons. "Retrouvons-nous pour échanger nos idées, leur dit en substance Catherine Gourney-Leconte, la démarche est apolitique".

Mon commentaire : au Havre, Jean-Baptiste Gastinne va faire la même chose avec ses amis du coin, création du club le 11 décembre.

2021, oui... mais pas seulement...

En encourageant de telles initiatives, Hervé Morin prépare assurément les prochaines élections régionales de 2021. Oui...mais pas seulement.

- Pas seulement parce qu'il met en place et soutient, depuis 3 ans, une politique de clubs, de réseaux et d'associations qui deviennent ses "réservoirs d'idées" face à des corps intermédiaires dont il doute de plus en plus de l'efficacité.
- Prenons un exemple. En 2018, pour entendre les grandes entreprises sur les enjeux RSE, il n'a pas mobi-

L'aspirateur de Paris...

• La région sous influence.

À cette échelle, c'est un travail très important. L'INSEE vient de publier une série d'études sur l'influence de l'agglomération parisienne sur les territoires situés à 50, 100 ou 150 km de Notre-Dame. Bénéficient-ils de la dynamique francilienne ? Quelle est la nature de leurs relations avec la capitale et l'intensité des échanges ? 20 départements et 6 régions périphériques ont été passés à la loupe : la Normandie en fait partie.

Mon commentaire : L'Eure et la Seine-Maritime sont aux premières loges, ils sont "aspirés" par la capitale. Est-ce positif pour la Normandie ? Ce n'est pas évident.

• De plus en plus de "navetteurs".

L'un des principaux enseignements des études est la mise en évidence de l'effet "trajet domicile/travail". L'INSEE montre que la proportion des "navetteurs" qui se rendent quotidiennement à Paris a considérablement augmenté, depuis 25 ans, à l'ouest de l'Île-de-France.

- Les actifs des régions de Vernon et des Andelys sont fortement aspirés. *"Le faible développement de l'emploi local et l'installation de jeunes, écrivent les auteurs, soutiennent l'accroissement des navetteurs vers l'Île-de-France".* Le phénomène est aussi visible à Évreux.
- Les territoires ruraux un peu plus éloignés, comme le Pays d'Ouche, subissent une emprise moins forte mais, pour beaucoup d'habitants, Paris reste la seule solution "emploi" et les navettes restent un phénomène significatif.
- Évidemment, l'amélioration de la mobilité, par des transports collectifs adaptés, va amplifier les "va-et-vient". En 2024, la mise en service d'Éole, au départ de Mantes-la-Jolie, aura des conséquences importantes pour Vernon et sa région, surtout si des shuttles sont mis en place pour faciliter l'accès à Éole comme l'espère Sébastien Lecornu.

Mon commentaire : Paris importe de plus en plus de jeunes actifs normands et d'étudiants : c'est de la vitalité en moins. Rouen, Caen et Le Havre sont des pôles d'équilibre, mais ils ne sont pas encore suffisamment magnétiques et structurés pour contrarier le mouvement. En revanche, Paris exporte ses retraités, notamment ses papy-boomers "CSP+" en direction des 5 départements, principalement à l'ouest de l'Eure, du côté de Pacy, mais aussi sur les bandes littorales de Granville, Ouistreham et Honfleur, là où il fait bon vivre. Avec, pour conséquence, la mise place d'une économie résidentielle. Mais "attention, disent les élus des Départements concernés, les papys-boomers parisiens d'aujourd'hui sont les seniors dépendants de demain..."

• Quelle Normandie voulons-nous ?

C'est la question qui se pose en filigrane des études de l'INSEE.

- Voulons-nous d'une "Normandie parisienne" qui se laisse aspirer tout en

lisés les organisations patronales, il a préféré soutenir la création du Club des grandes entreprises de Normandie dont il attend maintenant des propositions.

Le message est clair : il veut choisir ses interlocuteurs, quand il n'en a pas, il les crée.

• **Une trop grande discrétion.**

En Normandie, les corps intermédiaires ont perdu de leur influence. Autrefois forces de proposition au service de la région et "éclaireurs" des politiques régionales, ils se caractérisent aujourd'hui par leur grande discrétion.

- Le CESER travaille dans son coin. Il émet des avis et produit des rapports qu'Hervé Morin ne lit pas. Résultat, les conseillers économiques, sociaux et environnementaux ont souvent le sentiment de mouliner à vide. Grosse fatigue.
- De leur côté, les grandes organisations patronales agissent : "Université des entrepreneurs normands" du MEDEF, "Rencontre de la chimie biosourcée" de France Chimie Normandie... la liste est longue. Mais toutes ces organisations se sont recentrées sur les entreprises, leur sujet principal, tandis qu'elles parlent de moins en moins du territoire. Par exemple, que disent-elles de "l'après-lubrizon" et de ses conséquences sur l'avenir industriel de la région ? Silence.
- Que dire enfin des compagnies consulaires, en particulier des CCI qui, il n'y a pas si longtemps, dessinaient la région à 5, 10, 15 ou 20 ans en réalisant d'intéressantes études prospectives ? On se souvient, par exemple, de la "Mission Attali" sur l'aménagement de la vallée de la Seine, commandée par la CCI du Havre. Aujourd'hui, sans le sou, elles cherchent à vendre leurs services "pratico-pratiques", au bon prix, aux entreprises de leur circonscription. Pas facile de penser l'avenir dans ces conditions.

Commentaire : cette discrétion territoriale explique la politique de compensation déployée par le président Morin avec ses clubs, réseaux et associations. Les clubs Normandie Conquérante s'inscrivent dans cette dynamique, une dynamique qui coïncide avec une autre discrétion territoriale, celle de l'État via le SGAR.

cherchant à profiter de sa position d'interface entre Paris et le monde ?
Voulons-nous au contraire d'une Normandie mieux structurée autour du triangle Rouen/Caen/Le Havre, suffisamment dynamique pour réduire l'attraction parisienne, suffisamment forte pour être un partenaire respecté, capable de négocier ses projets avec l'Île-de-France, le contraire d'un satellite captif ?

Mon commentaire : force est de constater que cette question-là n'existe plus dans le débat public ; les relations de bonne intelligence qu'Hervé Morin voulait établir avec Valérie Pécresse ont fait long feu, la construction du système HAROCA (Le Havre, Rouen, Caen) n'est plus d'actualité ; les trois agglomérations se vivent comme autant de petites républiques autonomes centrées sur elles-mêmes.

.....
État, Région, Ademe.

Le trio de l'économie circulaire est en mouvement.

À l'occasion des 2^e assises normandes de l'économie circulaire, l'État, la Région et l'ADEME ont réaffirmé leur volonté de travailler ensemble. En 2020, les trois partenaires vont lancer un 3^e appel à manifestation d'intérêt pour l'économie circulaire en Normandie. Mais ils vont aussi conforter leur pilotage commun dans plusieurs directions :

- La définition d'une stratégie régionale et la mise en place d'un plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD).
- La création d'une plateforme collaborative "Normandie Économie Circulaire" (NECI), qui recense 700 structures normandes, présente près de 80 initiatives en faveur de l'économie circulaire et met à disposition des espaces collaboratifs numériques de travail.
- La mise en place d'un dispositif régional d'observation des déchets en Normandie pour permettre le suivi du PRPGD et de ses indicateurs via la structuration d'un réseau de partenaires (État, ADEME, Biomasse Normandie, CERC Normandie...).
- Un accompagnement renforcé des territoires vers l'écologie industrielle et territoriale (EIT), à travers le recrutement d'une assistance à maîtrise d'ouvrage permettant d'accompagner huit territoires pendant 18 mois dans le cadre d'un groupement de commandes ADEME-Région : Cotentin, Côte Ouest Centre Manche, Coutances Mer et Bocage, Saint-Lô Agglomération, Caen la Mer, CDC Cingal Suisse Normande, CDC Pays de Falaise, Com-

Et pendant ce temps-là...

• **L'équipe de Bertrand Bellanger.**

Président du Département de la Seine-Maritime depuis la démission de Pascal Martin, Bertrand Bellanger met en place sa garde rapprochée :

- Chef de cabinet : Jean-Pierre Heranval, ex-journaliste, un ancien collaborateur de Xavier Bertrand.
- Directrice de cabinet : Isabelle Lemaître, jusqu'à présent avocate à Rouen.
- Directeur de cabinet adjoint : Pierre Cornet.
- Conseillère technique : Anne Mottet qui était collaboratrice d'Alfred Trassy-Paillogues, maire de Yerville.

Il attend maintenant l'arrivée d'un responsable "relations presse".

• **La nationalisation d'Alain Bazille.**

Vice-président du Département 76, Alain Bazille est désormais le président de l'association nationale des ports maritimes territoriaux. L'association regroupe tous les ports locaux de la Manche, des façades "Atlantique" et "Méditerranée", sans oublier les établissements d'outre-mer.

À savoir : cette évolution correspond à une demande du gouvernement qui souhaite avoir un interlocuteur reconnu pour débattre du futur des ports locaux (sûreté, sécurité, émergence de nouveaux trafics, réglementation, etc.).

Édouard Philippe.

Emmanuel Macron invitant ses ministres à se présenter aux municipales, le premier d'entre eux pourrait "donner l'exemple" au Havre.

- Tous les observateurs le disent "s'il part à la bataille, son élection est assurée à 99%".
- D'ailleurs, sa victoire ne l'empêcherait pas de repartir à Matignon. Aussitôt après son élection, il pourrait passer la main à l'un de ses colistiers, tout en restant conseiller municipal.
- À l'inverse, si Emmanuel Macron décidait de s'en séparer, il resterait maire du Havre, tout simplement. Pour lui, c'est "gagnant/gagnant".

Isabelle Kocher.

La directrice générale d'Engie sera au Havre, le 10 décembre. À l'ordre du jour, notamment, une visite du site de la future usine de pâles Siemens-Gamesa

- C'est un signe fort pour le parc éolien en mer du Tréport, porté par Engie et d'autres partenaires, dont la mise en route est prévue à l'horizon 2023.
- Les éoliennes d'Engie seront-elles construites au Havre ? On l'espère.

À savoir : toujours à propos de l'implantation de Siemens-Gamesa, la CCI du Havre organisera le 11 décembre, une nouvelle rencontre avec les PME locales qui veulent participer à la construction de l'usine. Responsable des achats France de Siemens-Gamesa, Jean-François Martin sera présent.

Marie-France Mugnier.

Est la nouvelle directrice générale des services de Normandie Université.

- Elle a 20 ans d'expérience dans le secteur de la santé et du médico-social, elle a notamment travaillé pour l'ARS de Normandie.

Rappel : présidée par Lamri Adoui, Normandie Université organise la coordination territoriale des établissements d'enseignement supérieur et organismes de recherche en matière d'offre de formation, de stratégie de recherche et de transfert de savoirs. La communauté regroupe les 3 universités de Normandie, 3 grandes écoles et 11 établissements associés.

munauté Urbaine d'Alençon, Le Havre Seine Métropole.

Il s'agit de faire de la Normandie la première région française dotée d'outils de pilotage de cette nature.

Mon commentaire : l'action de la Région se concentre surtout sur la gestion et le traitement des déchets. On l'a vu en octobre dernier, lors de l'inauguration de la Grande Halle de Colombelles, située dans l'ancien atelier électrique de la Société Métallurgique de Normandie (SMN) ; un lieu emblématique de la politique économie circulaire portée en direction des citoyens.

Départements & Co.

Le budget 2020 du Département de l'Orne.

313 M€ pour le fonctionnement et 57,9 M€ pour l'investissement, c'est la première épure du budget 2020 du Département de l'Orne. Et, comme toujours, pas d'augmentation du taux d'impôt départemental.

Parmi les priorités d'investissement présentées par le président Christophe de Balorre, retenons :

- La poursuite du désenclavement routier : 16,8 M€. Avec, notamment, la continuation de la modernisation de la RD 924 Flers-Argentan.
- La poursuite du désenclavement numérique : 9,6 M€ y seront consacrés. C'est nécessaire pour l'attractivité.
- La modernisation/réhabilitation des collèges : 8,2 M€. C'est une course sans fin.

• Zoom sur le centre de santé

Ce sera la nouveauté de l'année. Afin de consolider l'offre médicale et d'améliorer l'accès aux soins, le Département va ouvrir, en janvier 2020, son Centre départemental de santé.

- Complémentaire des structures libérales existantes, le centre mobilise des médecins salariés qui apportent leur appui sur les secteurs géographiques en crise. En somme, ils forment un "commando santé". Dans un premier temps, le Conseil départemental va mobiliser quinze praticiens généralistes, ainsi que cinq secrétaires médicaux, un directeur et deux gestionnaires administratifs et financiers. Une expérience que les autres départements normands vont suivre de près.

Mon commentaire : le budget de l'Orne est le plus petit de tous les départements normands, faible capacité d'investissement.

Et pendant ce temps-là...

• Le campus de Goustranville prend forme.

Piloté par le syndicat mixte Normandie Équine Vallée, le projet de campus équin international de Goustranville (14) se précise. Son ouverture est prévue pour la rentrée 2023, il accueillera, notamment, le centre hospitalier universitaire vétérinaire équin de l'École nationale vétérinaire d'Alfort.

- La Région le financera à hauteur de 30 M€ et le Département 14 à hauteur de 1,5 M€. Le fonds Eperon (prélèvement sur les paris hippiques), l'État et les fonds européens seront aussi sollicités.
- Avec l'acquisition de 16 ha et la construction de 6 500 m² de nouveaux locaux, Goustranville va doubler de surface. 250 personnes pourront ainsi être accueillies à l'horizon 2023, contre une cinquantaine actuellement.

Rappel : créé en 1986, Goustranville héberge déjà le laboratoire de santé animale de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES), le Centre d'Imagerie et de Recherche des Affections Locomotrices Équines (Cirale) et le laboratoire des courses hippiques (notamment pour la réalisation de contrôles antidopage pour les chevaux de sport et de courses) de la Fédération Nationale des Courses Hippiques (FNCH). Un nouveau bâtiment, le "Kinésia" (pour les soins équins) est aussi en construction. Il sera inauguré très prochainement.

Anne-Sophie Van Hoove.

Est la nouvelle directrice générale de CIC Nord-Ouest, une banque très présente en Normandie. Elle est originaire de Caen.

- Elle succède à Éric Cotte qui avait succédé à Gérard Romedenne. Depuis 2017, elle était directrice adjointe du CIC Grands comptes.

JL. Dupont à l'université.

Nouveau et intéressant. C'est parce qu'il considère qu'un grand territoire doit avoir une grande université que Jean-Léonce Dupont (CD.14) a décidé d'apporter 3 M€ de financement à l'Université de Caen.

- Cet argent servira notamment à la réhabilitation de certains bâtiments ou équipements de l'établissement.

Mon commentaire : en se positionnant comme partenaire financier, le Département espère avoir son mot à dire dans les réorganisations futures du système universitaire normand, voulues par l'État et la Région. Jean-Léonce Dupont prend date...

Les Jeux olympiques scolaires.

Positif. La Normandie accueillera les Jeux olympiques scolaires de 2022. 5 000 lycéens de 15 à 18 ans, représentant 80 pays, seront présents.



Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, chem. de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : 260 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)

La CHRONIQUE
de Normandie
Récits des hauts faits, projets, humeurs et ambitions des responsables de la Région

Lettre hebdomadaire éditée par :

Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 | 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

Abonnement : 260 € TTC/an pour 44 n°
(TVA 2,1%)

Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

Valérie Desquesne prend la présidence d'Ingé'EAU.

Maire de Condé-en-Normandie et conseillère départementale, Valérie Desquesne succède à Paul Chandelier à la présidence d'Ingé'EAU, l'agence technique du Calvados dans le domaine de l'eau.

- Le Département a créé Ingé'EAU en 2018 pour apporter aux collectivités adhérentes son expertise dans les domaines de l'assainissement, de l'eau potable et de la gestion des milieux aquatiques et des inondations.

À noter : Ingé'EAU compte aujourd'hui 81 adhérents (14 intercommunalités, 21 syndicats intercommunaux et 46 communes). Elle suit par ailleurs le fonctionnement de 150 stations d'épurations.

L'ADN à proximité.

Dirigée par Alexandre Wahl, l'Agence de Développement pour la Normandie joue la carte de la proximité. Après Caen et Rouen, elle vient d'ouvrir une agence au Havre qui est, par ailleurs, le siège de Normandie Attractivité.

Sur le territoire de la pointe de Caux, plus de 150 entreprises ont déjà été accompagnées par l'AD Normandie.

Opérations ORT.

L'État signe avec 3 intercommunalités de Seine-Maritime.

Lundi 9 décembre, le préfet Pierre-André Durant va lancer 3 opérations de revitalisation de territoire (ORT) avec les communautés de communes des "Villes Soeurs" (Eu), des "Quatre Rivières" (Gournay-en-Bray) et d'Aumale-Blangy-sur-Bresle, dans le Pays de Bray.

- Ces opérations vont leur permettre de bénéficier de différentes dérogations réglementaires et d'avantages fiscaux pour redynamiser leurs centres-villes. Par exemple, l'ORT donne la possibilité d'instaurer un droit de préemption urbain renforcé ou encore de faciliter l'ouverture d'un commerce ou l'attribution d'une aide à la rénovation d'un logement.

Les conventions signées associeront l'État et les intercommunalités avec l'appui de différents partenaires comme l'ANAH ou la CDC.

Commentaire : d'une certaine façon, l'ORT est un programme "Action Cœur de Ville" allégé. "Action Cœur de Ville" est l'autre outil d'intervention de l'État en faveur des centres-villes, il fonctionne bien en Normandie, mais seules 12 villes-lauréates peuvent en bénéficier. L'avantage du dispositif ORT est que tout le monde peut l'utiliser...à condition de le connaître.

Et pendant ce temps-là...

• SEASECURE : bye, bye Marseille ; bonjour Le Havre.

Né du rapprochement en 2018 de la société havraise d'assurance GUIAN et de la société marseillaise SEASECURE, le groupe éponyme vient d'installer le siège de sa holding de tête au Havre.

- Pourquoi ? "Parce qu'ici, nous nous sommes sentis bien accueillis par une communauté", explique le président Jean Brossollet, un ancien Havrais qui était parti à Marseille. Symboliquement, ce retour aux sources est important.

- Le Havre est en effet la première zone d'activité de SEASECURE. Dans le secteur très pointu du courtage d'assurances maritimes et transports, la ville accroît ainsi sa visibilité, cette filière stratégique se renforce aussi dans la région, des savoir-faire "haut de gamme" qu'on aurait tort de méconnaître.

Mon commentaire : rappelons que Patrick Le Cerf est le secrétaire général du groupe, un professionnel connu et reconnu dans le monde de l'assurance (c'est un ex-Groupama Transport), au contact de tous les acteurs havrais puisqu'il a été directeur général de la CCI locale pendant 5 ans.

• Lubrizol : rendez-vous le 10.

La partie de l'usine Lubrizol épargnée par l'incendie va-t-elle redémarrer ? Réponse de l'autorité préfectorale, ce mardi 10 décembre. Elle sera positive.